



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 483 /DDPP/2019
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment son article 171-8 ;

VU le décret du 3 mars 2016 portant nomination de Monsieur RICHARD Evence préfet de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n°245/DDPP/2019 du 15 juin 2011 modifié réglementant les activités exercées par la société TEC'CHIM dans ses installations sises à SORBIERS – Rue Jean Berthon – Z.I. de la Vaure ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 29 octobre 2019, établi à la suite d'une visite d'inspection du 9 octobre 2019, constatant que la société TEC'CHIM a étendu ses activités sans respecter les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de ces éléments, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 susvisé en mettant en demeure la TEC'CHIM de régulariser cette situation et de prendre les mesures nécessaires pour garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire,

ARRETE

ARTICLE 1er : La société TEC'CHIM est mise en demeure, pour son installation sise Rue Jean Berthon, Z.I. de la Vaure, 42290 SORBIERS, de déposer, **sous un délai de 6 mois**, un dossier de porter à connaissance décrivant les modifications apportées aux installations et accompagné de tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 3 : En application des dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et le maire de SORBIERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **25 NOV. 2019**

Pour le Prefet
et en délégation
Le Secrétaire Général

Thomas MICHAUD

copie adressée à :

- Monsieur GARCIA
Société TEC'CHIM
Rue Jean Berthon
ZI de Vaure
42290 SORBIERS
- Mairie de SORBIERS
- Inspection des installations classées, DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono